



Mémo 3D

Défense

Diplomatie

Développement

N° 4 octobre 2024

Scénario d'anticipation : vers une amplification critique

Courtesy to Maryline Cannou Specht, Maître de conférences, Université Paris Cité.

Une mécanique d'adhésion et d'action violente à désamorcer

Toutes les populations aspirent à l'obtention d'un capital économique, social et culturel, tel que défini par Bourdieu en référence aux possibilités offertes par la société dans laquelle ils s'inscrivent.

Lorsque leurs objectifs ne sont pas accessibles, elles adoptent principalement quatre stratégies non exclusives : la négociation, le contournement, la soumission ou la révolte contre les structures de la société.

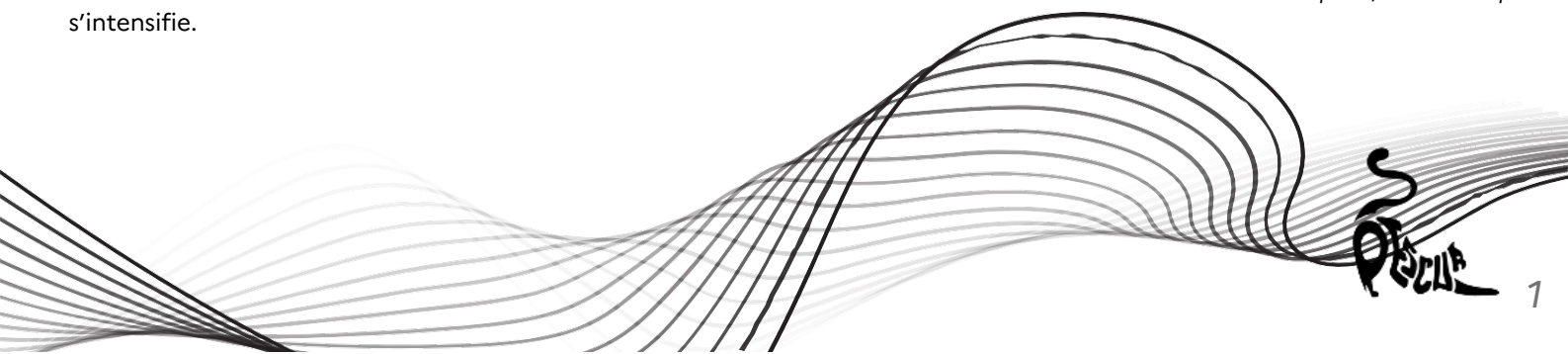
Les gouvernances, qui défendent une distribution existentialiste des capitaux, organisent plus largement des protocoles de gouvernance permettant la négociation tandis que les politiques, qui défendent une distribution essentialiste des capitaux, mettent en place en majorité des protocoles de gouvernance favorisant la soumission.

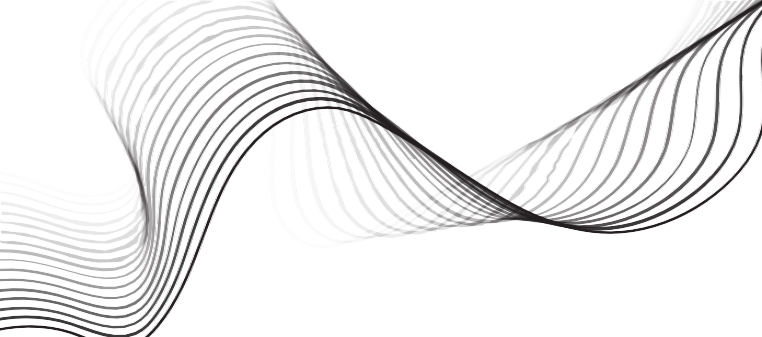
Toutefois, les directives politiques ne se concrétisent jamais pleinement, pour de multiples raisons tant administratives que culturelles.

Or, comme les révoltes contemporaines et en particulier les printemps arabes nous l'ont montré, si la négociation, le contournement et la soumission échouent, la révolte s'intensifie.



Source Photo Unsplash, Fabrice Nerfin.





Une forte puissance de radicalisation en jeu

Les voies de négociation dans la distribution des capitaux sont limitées par les situations de vulnérabilité sociale, les contextes de catastrophes et de crises qui les amplifient, et par les limites de la gouvernance et de la culture.

Les plus récentes études sur les inégalités sociétales menées par le défenseur des droits, montrent qu'une grande partie de la population française, malgré une gouvernance structurellement existentialiste, liée à la république et la démocratie, est confrontée à des échecs de négociation et de justice distributive dans les secteurs de l'éducation, du travail, et de l'engagement sociale et politique.

Faisant le constat de ces échecs, la population concernée s'oriente vers la révolte. Dans ce contexte, il existe un risque de radicalisation résultant d'une part, de l'adhésion de la population française à des organisations radicales, et d'autre part, de l'instrumentalisation de cette adhésion par les organisations radicales à des fins d'action violente.

Le désengagement électoral, professionnel, civique et culturel, comme le succès croissant des partis radicaux de droite comme de gauche, donne la mesure du risque de radicalisation en France.

Risque majeur

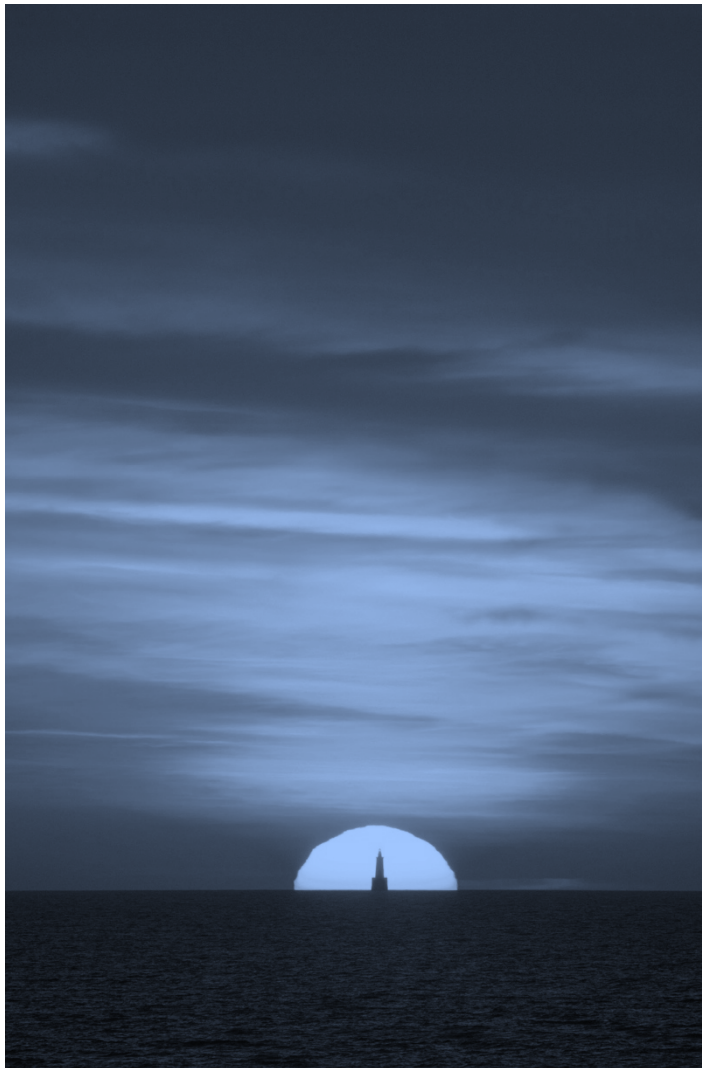
L'intensité des manifestations récentes en France, en Europe et aux États-Unis, révèle l'augmentation du risque de radicalisation. La préférence actuelle des opinions publiques en faveur de la négociation peut aujourd'hui basculer au bénéfice de l'action violente. La nature de l'action dépendra de l'influence des organisations radicales, mais également des réponses et/ou de l'orientation de la gouvernance.

L'actualité de l'action violente islamiste : un réseau et une logique de chaos en expansion

Les organisations de la république islamique d'Iran (Pasdaran, Al Qods, Bassidji) appuient et développent de longue date (depuis la création du Hezbollah en 1982) des proxys (Résistance islamique, Hezbollah, Hamas, Ansar Allah). Ces proxys ont gagné une adhésion que les réseaux du sunnisme radical (wahhabites et salafistes), des Frères musulmans, d'Al Quaida et de DAESH, n'ont pu obtenir que partiellement dans les pays européens, en raison des attentats perpétrés et de l'exposition médiatique de la violence de leurs comportements (en particulier vis-à-vis des populations du G5-Sahel). Toutefois, la focale médiatique ne doit pas faire oublier l'extension continue du réseau du sunnisme radical et ses enjeux.

La république islamique d'Iran quant à elle s'oppose en priorité, en tant qu'Etat, à trois ennemis (les Etats-Unis, Israël, l'Etat Islamique). La situation des relations avec l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite et le Pakistan reste troublée malgré les tentatives de normalisation des relations économiques et diplomatiques. Israël et par rebond les Etats-Unis ont subi un revers important marqué par les attaques terroristes du Hamas du 7 Octobre 2023.

Le sunnisme radical est fragilisé dans la région syro-irakienne sous la pression de la coalition contre l'EI mené par les Etats-Unis, mais il est renforcé par le harcèlement des bases de la coalition par les forces de la « Résistance islamique ».



Source photo Unsplash, Salah Ait Mokhtar.

L'idéologie des organisations radicales islamistes repose sur une logique symbolique. Selon cette forme de pensée, la justice distributive relève d'une lutte symbolique sur quatre fronts.

Les autorités et leaders (politiques, économiques, médiatiques ...) opposent des gardiens et des diables dans une lutte pour une victoire totale de l'Islam ou le retour du Mahdi dans la bataille finale de l'Apocalypse.

Les établissements culturels, d'éducation et d'activité, soutiennent les obligations religieuses (arkan al-islam : a-shahadatan ; as-salat ; sawm ramadan ; al-zakat ; al-haj) imposant la sharia contre la décadence (dhanb).

Les institutions d'intelligence, de recherche et de gouvernance mènent la guerre sainte (jihad).

Les organisations radicales forment les forces de résistance et de martyre contre les attaques des damnés.

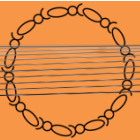
La géopolitique de l'Iran telle que décrite par Bernard Hourcade dévoile cette logique d'antagonisme qui détermine les objectifs et les stratégies de l'action violente.

Les objectifs visent à établir un rapport de puissance favorable dans trois domaines : le développement, la défense et la diplomatie. Dans le domaine du développement, l'objectif est d'assurer indépendance et puissance et de limiter celles adverses (capacité de dissuasion). Dans le domaine de la défense, l'objectif est de protéger contre l'encerclement du territoire et de l'étendre (capacité des proxys). Dans le domaine de la diplomatie, l'objectif est de soutenir l'idéologie islamiste radicale et de limiter les remises en question adverses (capacité de domination des esprits et d'influence).

Les stratégies sont définies selon des principes de dissimulation et de surprise stratégique, d'infiltration et de contournement des puissances adverses, de guerre psychologique et d'action terroriste en miroir.

La logique symbolique islamiste soutient une politique essentialiste à laquelle des populations exaspérées peuvent adhérer à la suite de la désagrégation de leurs valeurs malgré un environnement politique existentialiste. Une réponse globale de gouvernance est une réponse à la fois scientifique, contre-terroriste, et d'équilibre de défense, de diplomatie et de développement.

Face à cette situation, complexe par le nombre d'acteurs et la superposition des intérêts et des conflits, dans un contexte d'affaiblissement des populations européennes à l'issue de la crise de la COVID et face aux impacts économiques de la guerre en Ukraine, la révolte des populations françaises trouve un écho dans ce qui est perçu comme une révolte de la population palestinienne et plus largement musulmane. L'action du Hamas est ainsi associée par une partie de la population française, à la défense d'une population palestinienne révoltée, et par extension, les organisations radicales islamistes disposent d'un levier d'embrigadement renforcé sur une partie de la population française.



- a. Le risque de radicalisation concerne aujourd’hui tout particulièrement les populations jeunes, plus vulnérables au sentiment d’inégalité et à l’influence, et moins formées à l’analyse d’une problématique complexe. Dans la continuité des diverses situations de violence dans les collèges (injustice, indiscipline, incivilité, agression, harcèlement), on peut craindre le développement d’une radicalisation précoce, ainsi que, de plus en plus souvent, l’adhésion aux organisations radicales et à l’action violente, venant de jeunes adultes voire des plus jeunes personnes embrigadées entre 10 et 15 ans.
- b. Les cibles et les dates sont choisies en fonction de leur représentation symbolique de décadence et d’arrogance. Il faut rappeler ici que la stratégie est celle de la volonté de soumission de l’ennemi.
- Les périodes de festivités sont particulièrement sensibles.
 - La foule et les sites symboliques constituent une cible de choix permettant d’inclure des personnalités. Le ciblage des personnalités peut faire miroir aux éliminations adverses. Le ciblage particulier des journalistes et communicants peut ainsi être priorisé en raison de la couverture médiatique et du contexte d’élimination des journalistes en lien avec le conflit israélo-palestinien.
 - Dans une logique plus proche de l’influence, les lieux patrimoniaux (musées, lieux de culte, lieux de savoir) peuvent être ciblés pour porter le message islamiste et son influence, et désagréger tout symbole d’unité internationale.
 - La surprise stratégique peut venir d’une action non pas sur le lieu d’événements majeurs mais au niveau de lieux connexes, d’accueil du public et de transports (y compris les voies fluviales).
 - Pour répondre à l’objectif de puissance, des cibles NRBC, infrastructures et transports, peuvent être préférées. Le choix d’une cible à impact majeur peut faire écho aux interdictions et sanctions de la communauté internationale dans ce domaine, et contre balancer, au moins symboliquement, les frappes militaires contre les houthis tout en servant de force de dissuasion.
 - De même, le choix de proxys occidentaux comme cibles en écho des actions contre les proxys islamistes, peut orienter l’action violente vers des grandes villes en Europe, au Brésil, en Mauritanie, de Djibouti au Tchad, en Inde et en Indonésie.
- c. Avec une solide préparation, le principe de la razzia peut combiner destruction, terreur, prise de guerre et levier de négociation. L’usage d’un équipement *low-cost* est plus accessible mais l’usage d’une arme marquant la puissance et la modernité peut être importé des conflits actuels. Le passage d’un armement *low-cost* à un armement sophistiqué, en suivant la même évolution que celle de l’usage du couteau à l’usage du fusil d’assaut, peut conduire des martyres porteurs d’IED, aux poses ou drones porteurs d’IED voire aux RPG.

La situation actuelle exige une vigilance maximum face aux risques d’aggravation au niveau « e » par la superposition d’une nouvelle crise. Les Etats-Unis et l’alliance *Prosperity guardian* sont aujourd’hui au niveau « d » du fait des atteintes de leurs bases militaires. La possibilité d’équilibre entre une réponse offensive et une réponse défensive est limitée par la force de la radicalisation dans l’opinion publique qui peut limiter les mobilisations possibles voire contre-carrer une nécessité d’action qu’elle soit défensive ou offensive. Le scénario en développement amène à penser que les infrastructures NRBC sur le territoire français et les intérêts français notamment à Djibouti et au Tchad sont deux cibles de choix à échéance 2024 - 2025.

Cinq niveaux d’amplification critique

1. Atteinte à haute valeur symbolique d’une foule circonscrite ou d’une personnalité dans les lieux d’accueil du public et de transport.
2. Victoire symbolique et galvanisation des forces islamistes radicales dans les territoires fragilisés de l’AFPAK, de la région Syrie-Irak et de la bande sahélo-saharienne.
3. Dommages graves entraînant une vulnérabilité sur des fronts européens, indo-pacifiques et caraïbéens.
4. Atteinte d’une infrastructure à haut potentiel d’impact nécessitant un repositionnement géopolitique offensif.
5. Situation aggravée de vulnérabilité par une situation de superposition de crises, crise économique, climatique, migratoire et dans le fonctionnement étatique.

<u>Populations à risque</u>	<u>Groupes radicalisés</u>	<u>Menaces</u>	<u>Périodes</u>	<u>Cibles</u>	<u>Lieux</u>
Population jeune et enfant mineur	Populations marginalisées, cellules et réseaux	Razzia, IED, Drones, RPG	Périodes festives étendues 2024 -2025	Foule et personnalité / Accueil public et transport / Patrimoine et Infrastructure NRBC	Paris Proxys et partenaires Intérêts économiques